



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mardi 21 août 2012  
Numéro 158

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*«La fête de l'inquiétude»  
kidnappe les Libanais, et  
l'«Etat optimiste» ne les  
rassure pas*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*Arrestation d'un coupeur  
de têtes*

Al Moustaqbal (Propriété de Hariri)

*Obama menace Assad d'une  
intervention militaire*

Al Hayat (Quotidien libano-saoudien)

*Des cadavres sans têtes après  
une attaque précédée d'un  
bombardement dans une  
banlieue de Damas*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Des cellules syriennes  
dormantes sources  
d'inquiétude lors des réunions  
à huis-clos des dirigeants  
jordanien. Préparatifs  
militaires aux frontières et  
colère à cause des facilités  
accordées aux grandes  
personnalités dissidentes  
syriennes*

Al Ahrām (Quotidien égyptien étatique)

*Vingt milliards de livres pour  
régler le problème du trafic  
routier au Caire*

## L'événement

### **Moscou et Washington haussent le ton sur la Syrie**

La Russie et les Etats-Unis ont repris leur duel verbal, s'accusant mutuellement d'allonger la crise et de bloquer les solutions politiques et diplomatiques, alors que sur le terrain les combats se poursuivent entre rebelles et armée régulière.

Moscou s'est ainsi dit préoccupé par la réticence de ses partenaires occidentaux à trouver un accord sur la Syrie. S'exprimant lundi lors d'une conférence de presse à Helsinki, en Finlande, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dit que lorsque son pays a «proposé au Conseil de sécurité de l'Onu d'adopter une résolution prévoyant de prendre les accords de Genève pour base pour les négociations, nos collègues occidentaux ont déclaré que le document était tombé en désuétude, un peu plus d'un mois après son adoption par consensus. Ce refus de trouver un accord est inquiétant», a-t-il ajouté. «Nous avons obtenu l'accord des autorités syriennes sur ce document. Quant à nos partenaires, ils n'ont rien fait de ce genre. Qui plus est, les accords de Genève ont été publiquement rejetés par l'opposition syrienne. Personne n'a essayé de travailler sur la position de cette dernière», a poursuivi M. Lavrov.

L'accord de Genève prévoit la création d'un gouvernement de transition réunissant toutes les parties en conflit.

La veille, M. Lavrov avait qualifié d'«inadmissible» la création en Syrie de «zones d'exclusion aérienne et des zones de sécurité à des fins militaires sous le prétexte d'une crise humanitaire». «Il faut garantir la sécurité des civils en utilisant ces méthodes approuvées par le droit humanitaire international», a ajouté le ministre.

Pendant ce temps, les Etats-Unis ont haussé le ton en affirmant qu'ils pourraient procéder à une intervention militaire en Syrie si Damas avait recours à des armes chimiques ou biologiques. «Un redéploiement ou une utilisation des armes chimiques sera pour nous le point de non retour», a annoncé le président américain Barack Obama, avant d'indiquer qu'il n'avait pour le moment autorisé aucune intervention militaire en Syrie.

Le 23 juillet dernier, le porte-parole de la diplomatie syrienne, Jihad Makdessi, a fait savoir que Damas pourrait recourir à des armes chimiques en cas d'intervention étrangère militaire. Selon lui, l'armée n'utilisera pas ses armes chimiques contre la population civile.

C'est dans ce contexte tendu que le nouveau médiateur international pour la Syrie, Lakhdar Brahimi entame sa mission en Syrie. Avant même le début de ses démarches, Damas a contesté ses propos selon lesquels ce pays est le théâtre d'une guerre civile. «Parler de guerre civile en Syrie est contraire à la réalité», estime un communiqué du ministère syrien des Affaires étrangères. Selon le communiqué, il s'agit de «crimes terroristes» perpétrés contre le peuple syrien par des bandes salafistes armées bénéficiant d'un soutien étranger.

## Anashra.com (Site libanais indépendant)

La télévision satellitaire arabe indépendante al-Mayadin a rapporté, citant une source ecclésiastique, que 12 mille chrétiens sont encerclés dans la localité syrienne de Rablé, près de la ville de Qoussair, dans la province d'Alep, et sont sans pain depuis 10 jours. La télévision a ajouté que toute personne qui tente de quitter Rablé est soumise aux tirs de snipers des rebelles syriens. Interrogé sur la question, le patriarche grec-catholique, Mgr Grégoire III Laham, a déploré le fait que Rabla, où sont encerclés les habitants depuis 10 jours, soit «transformée en arsenal». «Nous avons besoin de l'unité entre tous les responsables, et tous les Syriens doivent vivre comme une seule famille.» Il a indiqué être entré en contact avec les prêtres de la localité de Rabla qui ont lancé un appel de détresse afin que le blocus soit levé.

## Bild am Sonntag (Hebdomadaire allemand)

Des agents du Service fédéral de renseignement (BND) allemand opèrent depuis des bateaux au large de la côte syrienne, grâce à une technologie permettant d'observer les mouvements des troupes jusqu'à 600 km au cœur du pays. Ils transmettent leurs renseignements à des officiers américains et britanniques qui fournissent ensuite l'information aux rebelles.

Selon un responsable américain s'exprimant sous couvert de l'anonymat «aucun service de renseignement occidental n'a d'aussi bonnes sources en Syrie» que le BND allemand.

Un porte-parole du ministère allemand de la Défense a indiqué qu'il était «correct (de dire) qu'un navire (allemand) effectuait actuellement une opération dans la région qui doit durer plusieurs mois» mais il a nié le fait qu'il s'agisse d'un «navire espion», contrairement aux informations de la presse allemande. «Nous ne donnons pas de détails opérationnels sur la mission en cours», a ajouté le porte-parole.

Les agents allemands sont également actifs dans le conflit syrien depuis la base de l'Otan dans la ville turque d'Adana. «Nous pouvons être fiers de la contribution significative que nous apportons pour faire chuter le régime d'Assad», a dit un responsable du BND.

Berlin insiste sur le fait qu'une intervention militaire n'est pas la solution pour résoudre le conflit, mais le ministre de la Défense Thomas de Maizière a indiqué que l'Allemagne devait fournir de l'aide autrement, en offrant un soutien humanitaire et logistique.

## Hurriyet (Quotidien turc)

En une période où le Liban doit faire face à différentes menaces, le commandement des Casques bleus de la Finul a pris une mesure exceptionnelle. Les déplacements entre le Liban-Sud et la capitale Beyrouth sont suspendus sine die. Plus de mouvement au delà du nord du fleuve Litani. Raison invoquée: la sécurité des hommes et des matériels. Les services de renseignements militaires craignent que la Finul puisse être prise pour cible, ou se retrouver entre «deux feux» en parcourant les routes conduisant à Beyrouth, là où se font notamment les rotations entre les différents contingents, ceux qui «ont fait leur temps» et ceux chargés de prendre la relève. La zone de l'aéroport international est considérée comme particulièrement sensible. Un officier turc rappelle que les casques bleus ont été déjà attaqués par le passé. «Cela constituait une sorte d'avertissement et que nous pouvons à nouveau être pris pour cibles dans cette période troublée. Alors nous nous adaptons», explique-t-il.

## ILS ONT DIT...

**Sayed Hassan Nasrallah,**  
secrétaire général du Hezbollah

«Le Hezbollah n'est pas capable de détruire Israël, mais il peut transformer la vie de millions de sionistes un véritable enfer. Le prix à payer pour une guerre contre le Liban est très, très élevé. Peut-être ne pouvons-nous lancer que quelques missiles, mais ils rendront votre vie infernale. Il ne sera pas question d'une centaine de victimes, mais d'une dizaine de milliers de victimes. Une guerre aujourd'hui serait beaucoup plus couteuse que la guerre de juillet 2006. Si Israël attaque le Liban, le Hezbollah n'attendra la permission de personne pour défendre le pays (...). Le Hezbollah s'est comporté de façon responsable à l'égard de l'affaire des 11 pèlerins libanais enlevés en Syrie en mai dernier. Nous avons dit aux familles des pèlerins de communiquer avec le gouvernement dans cette affaire afin que nos positions ne soient pas utilisées contre les otages. Nous ne connaissons pas les ravisseurs, c'est pour cela nous avons gardé le silence et nous avons demandé à l'Etat d'assumer la responsabilité. Les médias libanais ont été irresponsables en se lançant dans une course aux scoops.

**Najib Mikati,** Premier ministre du Liban (cestriste)

«Le gouvernement suit l'affaire des Libanais enlevés en Syrie avec des pays régionaux et étrangers et particulièrement avec les autorités turques pour assurer leur libération. Il s'agit d'une priorité. La situation régionale a un impact critique sur le Liban qui requiert l'arrêt des discours violents et la sauvegarde des intérêts du pays.

**Ziad Assouad,** député du Courant patriotique libre (Bloc Aoun)

«Le déploiement des armes dans les rue et le chaos aux frontières libano-syriennes visent à semer la zizanie et à déclencher une guerre dans le pays. L'Etat doit imposer son autorité sur tout le territoire libanais par le biais de l'armée et des forces de sécurité et dynamiser le rôle de la justice.

## **Un «coupeur de têtes» syrien arrêté au Liban**

*Le quotidien Al-Akhbar rapporte dans son édition de mardi que les services de sécurité libanais ont arrêté, il y a trois semaines, un ressortissant syrien qui s'est introduit illégalement au Liban. Les policiers ont retrouvé sur son téléphone portable des images de cadavres et des chants à la gloire d'Al-Qaïda. Interrogé par des enquêteurs, Fayez D. a reconnu se battre en Syrie dans les rangs de cette organisation terroriste dans la région de Qoussair, dans la province de Homs. Il a reconnu avoir égorgé et décapité dix soldats syriens, sur ordre de l'émir de son groupe, dénommé Abou Hamza.*

## **Reprise des combats à Tripoli**

*Les affrontements armés ont repris mardi matin à Tripoli, dans le nord du Liban. Ils avaient opposé lundi soir les quartiers rivaux de Bab el-Tebbaneh et de Jabal Mohsen, faisant deux morts et de nombreux blessés. Une officier de l'armée et un soldat ont été blessés dans les clashes. Au moins 23 personnes ont été blessées dans la nuit de lundi à mardi. Des incendies se sont déclarés dans plusieurs maisons et des voitures ont été endommagées dans les deux quartiers. L'armée, qui a riposté lundi à l'origine des tirs, s'est retirée mardi de la rue de Syrie, la ligne de démarcation symbolique entre les deux quartiers de la ville portuaire.*

## **Al Akhbar**

*Ibrahim Al-Amine, éditorialiste, proche de la Résistance anti-israélienne*

Les dissensions politiques au Liban alimentées par les événements en Syrie prennent une connotation sectaire et confessionnelle répugnante. Dans le climat ambiant, il est pratiquement impossible d'avoir un débat rationnel autour de cette question. On est soit contre le régime soit avec le régime. C'est la formule simpliste à laquelle ont recours les nouveaux takfiris, en d'autres termes les fondamentalistes islamistes, libéraux, ou de la gauche. Le problème ne réside pas dans la partialité aveugle qui prévaut à l'égard de la crise syrienne. Mais il se manifeste dans l'absence des vérités tangibles. Pour ceux-là, la Syrie n'a jamais été aux côtés de la Résistance. Son objectif était d'instrumentaliser les résistants pour ses propres intérêts. Ils disent aussi que la Syrie n'a jamais été un Etat et qu'elle était toujours une jungle gouvernée par le parti Baas et la famille Assad. De telles informations relayées par les chaînes satellitaires contredisent toutes les vérités.

Dans le même contexte de ce jeu takfiri, engagé par les adversaires du régime, toutes appartenances confondues, tout débat portant sur la situation de l'opposition syrienne constitue une mise en question de la moralité, de l'identité et des objectifs de la révolution syrienne. Pour les opposants au régime, tout ce qui se passe sur le terrain doit être accepté comme étant une «vérité inamovible», même les pertes essuyées dans le cadre de la crise syrienne doivent être considérées comme étant «le tribut de la grande révolution».

Si les adversaires du régime syrien trouvent qu'il est normal que le Liban devienne la plaque tournante des opérations des opposants syriens armés, les alliés de Bachar al-Assad auront toute la légitimité de mener des activités visant à soutenir le régime à partir du territoire libanais.

## **The New York Times** (Quotidien américain)

Il existe à travers l'Europe, et principalement en Allemagne, des ramifications du Hezbollah qui gardent profil bas mais qui parviennent quand même à récolter des fonds qu'elles transfèrent au Liban.

Depuis l'éruption du conflit syrien, Washington et Jérusalem rappellent sans cesse l'aide militaire et économique offerte par l'axe Hezbollah-Iran à la répression sanglante du régime baassiste. L'Europe, elle, n'est toujours pas arrivée à un consensus sur le statut officiel à assigner au Hezbollah.

Selon des experts en sécurité, les services de renseignements européens fichent les militants pro-Hezbollah mais ils sont dans le noir quand il s'agit du vrai danger, les cellules dormantes. La réticence de l'UE à placer le Hezbollah sur sa liste terroriste freine même les Américains dans leur enquête sur l'attentat du bus bulgare et dans leurs efforts de trouver une solution à la crise syrienne.

Si les deux rives de l'Atlantique ne sont pas d'accord sur ce point de vue, c'est parce que le Hezbollah a su varier ses activités. En effet, depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, le parti de Dieu est devenu un acteur incontesté sur la scène du terrorisme international, pendant qu'au Liban, il s'est métamorphosé en acteur politique incontournable, comblant certains vides laissés par l'État libanais, notamment dans le domaine des services sociaux. Cet aspect social plaît aux politiciens européens et les pousse donc à résister aux pressions américaines.

Bruce Hoffman, professeur de sécurité internationale à Georgetown, relève que «l'UE préserve cette entente tacite avec les branches européennes du Hezbollah car elle a peur d'attirer sur elle les foudres du parti de Dieu». Du côté du Hezbollah, c'est la même dynamique: le parti a répété à maintes reprises qu'il n'est pas dans son intérêt d'être blacklisté par les Européens.